

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 28/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEMC - 2

Chemin de la Sablière Jaune - RN 20
91790 Boissy-sous-Saint-Yon

Références : IC240389/RAPVI/YLM
Code AIOT : 0010014580

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement SEMC - 2 implanté Les Petits buissons 28130 Hanches. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMC - 2
- Les Petits buissons 28130 Hanches
- Code AIOT : 0010014580
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de sables industriels.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.5.2	Sans objet
2	Implantation	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 1.6	
3	Consignes	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.7.2	Sans objet
4	Extraction	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.7.6	Sans objet
5	Registre des sorties	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.7.8	Sans objet
6	Contrôle par des organismes extérieurs	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.7.9	Sans objet
7	Conception et gestion des réseaux et points de rejet	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 3.2	Sans objet
8	Mesures niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.5.2
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la mise en activité de l'installation, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement; - la valeur datée du dernier indice public TP01.
<p>Constats :</p> <p>Visite d'inspection du 26/06/2024 : pas d'écart constaté.</p> <p>L'exploitant présente les garanties financières en date du 15/09/2023 pour un montant de 360 566.43€ ce qui est conforme aux garanties financières demandées par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.6

Thème(s) : Risques chroniques, Implantation

Prescription contrôlée :

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêté, à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute la hauteur.

Constats :

Visite d'inspection du 26/06/2024 : pas d'écart constaté.

Les bords de l'excavation sont tenus à une distance d'au moins 10 mètres des limites du périmètre.
Par ailleurs, la stabilité des terrains voisins n'est pas compromise.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.7.2

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent:

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides); - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses; - les modalités mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Visite d'inspection du 26/06/2024 : pas d'écart constaté.</p> <p>Des consignes d'exploitation sont affichées dans les bungalows et au pont bascule. Ces consignes précisent les contrôles à effectuer, l'ensemble des vérifications et contrôles à effectuer ainsi que les consignes de sécurité. L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.7.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et aux plans de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation. Le carreau de la carrière a pour cote minimale de 134,1mNGF à l'extrême sud du site à 126,9m NGF à l'extrême Nord du site. [...] L'exploitation s'effectue par gradins. La hauteur verticale de chaque gradin n'excède pas 9 mètres et la pente des talus est d'au maximum 63°. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Visite d'inspection du 26/06/2024 : pas d'écart constaté.</p>

La côte minimale consultée sur le plan d'exploitation du 06/06/2024 est de 127.7 mètres NGF, l'extraction se faisant sur la partie nord du site.
La hauteur des gradins n'excède pas 9 mètres et la pente des talus est conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Registre des sorties

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.7.8

Thème(s) : Risques chroniques, Registre des sorties

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre indiquant le nom du destinataire, la date du prélèvement, le type et la quantité de matériaux extraite, le mode de transport utilisé pour l'acheminement des matériaux et s'il y a lieu, le nom de la société extérieure réalisant le transport. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Un bon de sortie dûment complété et signé par la personne en charge du registre est joint au registre.

Constats :

Visite d'inspection du 26/06/2024 : pas d'écart constaté.

Le registre informatique est consulté. Il contient tous les éléments demandés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle par des organismes extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.7.9

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle par des organismes extérieurs

Prescription contrôlée :

L'entreprise doit disposer sur le site de la carrière, d'une bascule et d'une comptabilité précise des quantités extraites et vendues.

Des organismes agréés doivent procéder à des contrôles réguliers portant notamment sur:

- les appareils de pesage;
- les installations électriques.

Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, sur le site.

Constats :

Visite d'inspection du 26/06/2024 : pas d'écart constaté.

La mise en service de la carrière a eu lieu le 3 mars 2024.

Les ponts bascules ont été installés en janvier 2024.

Les installations électriques seront vérifiées début 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conception et gestion des réseaux et points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Conception et gestion des réseaux et points de rejet

Prescription contrôlée :

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes:

- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées;
- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction);
- les eaux vannes.

L'exploitation de la carrière ne génère pas d'effluents liquides de procédé. Le site n'est pas connecté au réseau public d'adduction en eau potable, ni au réseau d'assainissement.

Les eaux pluviales internes et externes au site sont collectées au moyen d'un fossé périphérique à la zone d'exploitation d'une profondeur de 1 m et d'une largeur de 0,5m. Celui-ci est relié à un bassin d'infiltration de 400m² et de 3,5m maximum de profondeur, soit d'une capacité de 1400m³ permettant un rejet dans le milieu naturel. Le bassin d'infiltration est situé à l'extrême nord du site.

Aucune aire de stationnement, de chargement et déchargement, de stockage et autres surfaces imperméables sur lesquelles seraient présentes des substances susceptibles de polluer les eaux pluviales n'est autorisée sur la carrière.

Constats :

Visite d'inspection du 26/6/2024 : pas d'écart constaté.

Le fossé périphérique est mis en place.

Le bassin sera mis en place début 2025 lorsque la zone où il doit être positionné sera remblayée.

Par ailleurs, les différentes catégories d'effluents sont en mesure d'être distingués l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mesures niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures niveaux sonores

Prescription contrôlée :

Une mesure du niveau de bruit en limite de propriété et de l'émergence dans les zones à émergence réglementée est effectuée 6 mois au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans.

Constats :

Constat du 26/06/2024 : pas d'écart constaté.

Un devis signé en juin 2024 est présenté pour la réalisation des mesures des niveaux sonores. Les

mesures devront être réalisées avant le mois de septembre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite